Présentation du Compte d'Etat 2006

19 Avril 2007



Résultat de fonctionnement 2006:

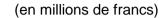
Excédent de revenus 205.3 millions F

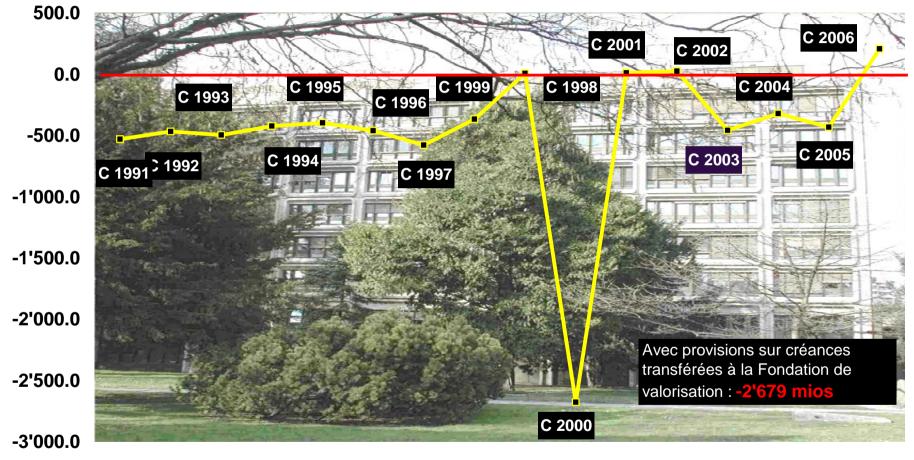
Budget 2006: -292.3 millions F

Compte 2005 : -433.6 millions F



Évolution du résultat des comptes de fonctionnement courant de l'Etat de Genève de 1991 à 2006

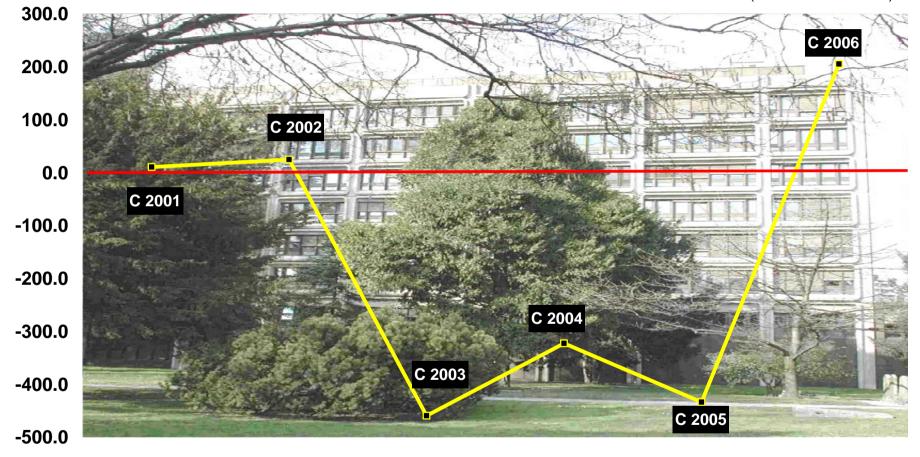




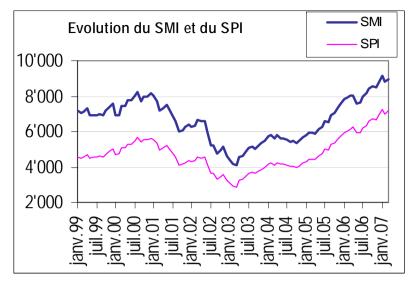


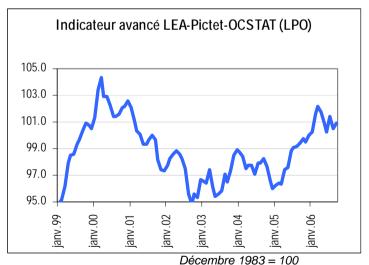
Évolution du résultat des comptes de fonctionnement courant de l'Etat de Genève de 2001 à 2006

(en millions de francs)

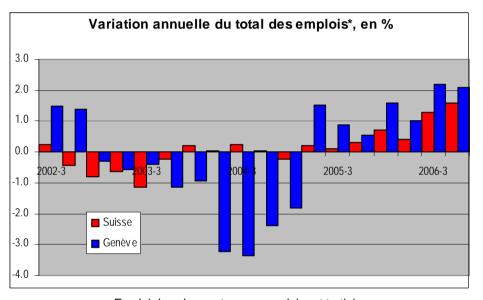








Indicateurs économiques



Emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire, sans secteur public international ni services domestiques

NB : c'est essentiellement la tendance d'ensemble du trimestre (voire du semestre) qu'il convient d'interpréter. Toute variation mensuelle relative doit être interprétée avec recul.



3 catégories principales en matière d'impôts AFC :

- >Impôts périodiques des personnes physiques
- >Impôts périodiques des personnes morales
- >Impôts spéciaux, notamment liés à l'immobilier



Impôts périodiques PP - Faits marquants 2006 :

- ➤ Différentiel "important" de 62.6 millions, dont 50 millions ont trait à 2003 et 2004 (sous-estimation)
- ➤ Reliquat (rectifications de taxations) positif de 17.1 millions (activité de l'AFC)
- ➤Impôt source (frontaliers) supérieur de 27 millions au budget



Impôts périodiques PM - Faits marquants 2006 :

- Différentiel "important" de 177 millions, dont 159.7 millions ont trait à 2005 (sous-estimation)
- Reliquat (rectifications de taxation) positif de 35 millions (activité de l'AFC)
- Ecart positif de 108 millions par rapport au budget sur l'année fiscale 2006



Impôts spéciaux liés à l'immobilier :

- Le marché immobilier est resté très soutenu en 2006 (et ne semble pas s'essouffler en 2007), de sorte que les prévisions ont, encore une fois, été sous-estimées
- Impôt sur les bénéfices et gains immobiliers supérieur de 25.8 millions au budget
- ➤ Droits d'enregistrement (dont droit de mutation) et timbre supérieurs de 36.2 millions au budget



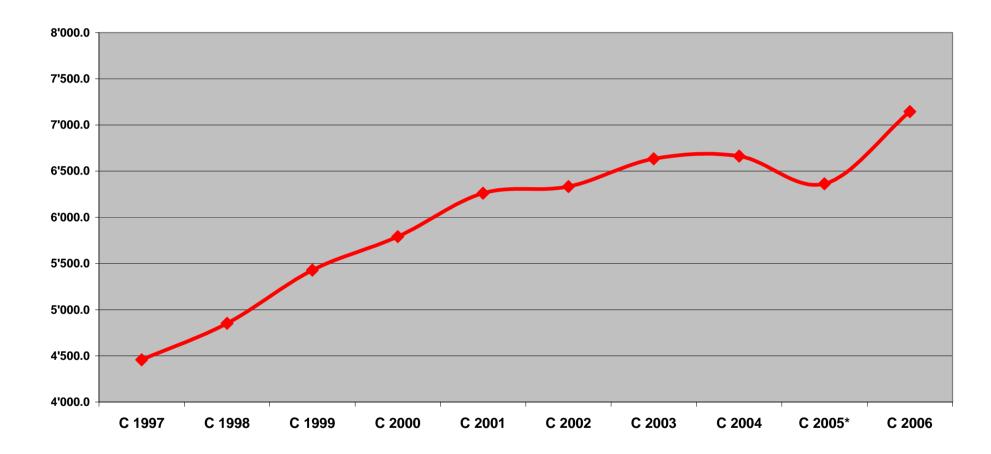
Autres impôts :

>Les droits de successions sont également supérieurs de 10.9 millions aux prévisions budgétaires



en million de F

Évolution des revenus de fonctionnement



C 2005 hors revenus extraordinaires



Présentation du Compte d'Etat 2006

Différentiels impôts sur années fiscales antérieures

Impôts Personnes Morales 176.6 millions F

Impôts Personnes Physiques 62.6 millions F



Revenus à caractère non récurrent

	en millions F
❖ Redevance des SIG (redevances reçues en 2006 pour 2005):	18.6
❖ Fond d'équipement communal (FEC)	30.0
❖ Plus-value sur la Halle 7 de Palexpo :	16.8
❖ Bénéfice plus élevé que prévu via la liquidation de Start-PME	i: 4.7
Gains comptables sur les placements du patrimoine financie (ex. réévaluation des actions BCGe à la valeur boursière)	r 56.8



FONDATION DE VALORISATION

- ❖ 104 millions de pertes enregistrées, par rapport à un montant de 172 millions figurant au budget
- ❖ Amélioration du taux de perte, pour l'exercice 2006 il est inférieur à 40%, alors qu'initialement il avait été estimé à 53.3%
- ❖ 105 millions d'excédent de revenus des opérations de la Fondation de valorisation (104 millions de pertes contre 209 millions de dissolutions de provisions)



Prise en compte des remarques de l'Inspectorat Cantonal des Finances

Régularisations comptables sur les exercices antérieurs:

- + 77.2 millions de francs sur les charges
- + 60.7 millions de francs sur les revenus



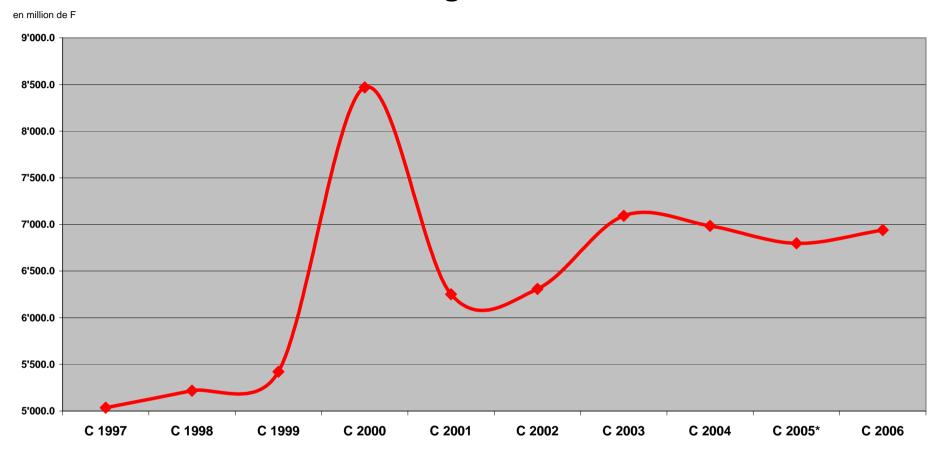
Une hirondelle ne fait pas le printemps...



	Charges	Revenus	Résultat
Résultat publié (hors i.i. et subventions redistribuées)	6'939.4	7'144.8	+205.3
Charges et revenus liés aux opérations de la Fondation de valorisation Avances	104.1 23.0	208.8	
Régularisations comptables suite aux recommandations de l'ICF	77.2	60.7	
Opération transitoires : RPT provision pour transitoires Al	21.2		
Impôts (différentiels années précédentes) Personnes morales Personnes physiques		176.6 62.6	
Résultat (hors i.i. et subventions redistribuées)	6'713.9	6'636.1	-77.8



Évolution des charges de fonctionnement



C 2005 hors charges extraordinaires



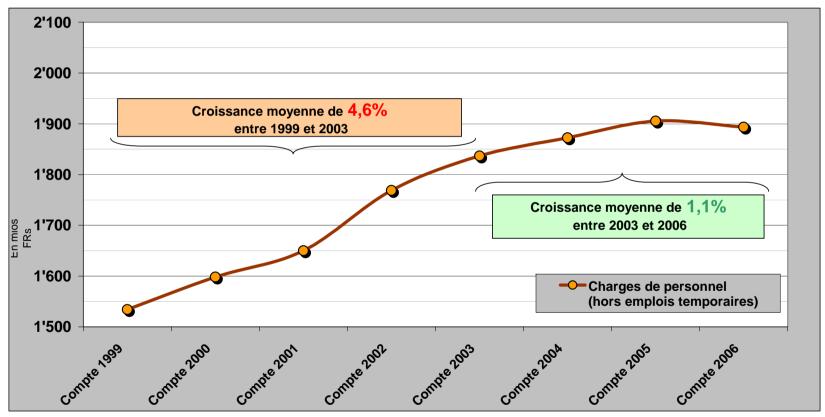
Présentation du Compte d'Etat 2006

VARIATION DES CHARGES DE PERSONNEL

(hors emplois temporaires)

ENTRE 1999 ET 2006

	C2005	B2006	C2006	C06-B06	C06-C05	C2006/ C2005	
Charges de personnel	1'905.4	1'896.1	1'893.4	-2.7	-12.0	-0.63%	

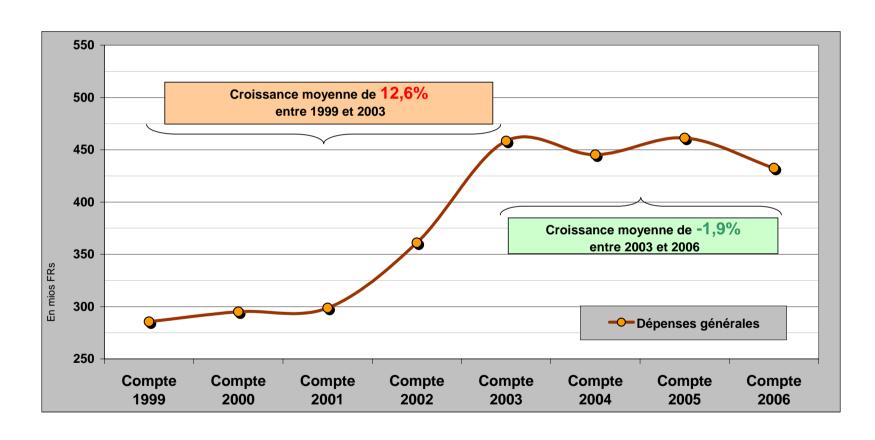




Présentation du Compte d'Etat 2006

VARIATION DES DEPENSES GENERALES ENTRE 1999 ET 2006

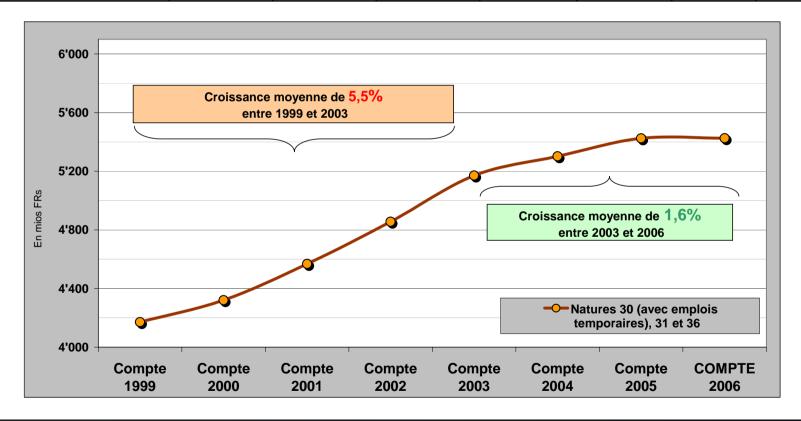
	C2005	B2006	C2006	C06-B06	C06-C05	C2006/ C2005	
Dépenses générales	461.3	456.6	432.5	-24.1	-28.8	-6.24%	





VARIATION DES PRINCIPALES CHARGES ENTRE 1999 ET 2006 CHARGES DE PERSONNEL, EMPLOIS TEMPORAIRES, DÉPENSES GÉNÉRALES ET SUBVENTIONS

	C2005	B2006	C2006	C06-B06	C06-C05	C2006/ C2005	
Nature 30, 31, 35 et 36	5'424.7	5'438.7	5'425.0	-13.7	0.3	0.01%	





Les principales subventions maîtrisées

	C2005	B2006	C2006	C2006	6/B2006	C2006	/C2005
Hôpitaux universitaires de Genève (HUG)	765.8	743.8	743.8	+0.0	+0.0%	-22.0	-2.9%
Université	273.8	270.1	270.1	+0.0	+0.0%	-3.8	-1.4%
Transports collectifs	141.5	144.8	141.9	-3.0	-2.0%	+0.4	+0.3%
Etablissements médico-sociaux (EMS)	89.2	84.3	81.7	-2.6	-3.1%	-7.6	-8.5%
Aide à domicile (FSASD)	84.1	83.5	83.5	+0.0	+0.0%	-0.7	-0.8%
HES (SO & S2, Institut d'Etudes sociales, Ecole Le Bon Secours)	58.3	62.9	62.9	+0.0	+0.0%	+4.6	+7.9%
Fondation pour l'animation socioculturelle	17.6	18.1	18.1	+0.0	+0.0%	+0.6	+3.1%
Cliniques de Jolimont et de Montana	15.9	17.6	17.6	+0.0	+0.0%	+1.7	+10.4%
Fondation Clair-Bois (Pinchat, Chambesy, Lancy)	15.7	15.5	15.5	+0.0	+0.0%	-0.3	-1.8%
Fondation officielle de la jeunesse	13.6	14.0	14.0	+0.0	+0.0%	+0.3	+2.5%
Le GIAP (parascolaire)	13.8	13.6	13.6	+0.0	+0.0%	-0.2	-1.6%
	1'489.5	1'468.1	1'462.5	-5.6	-0.4%	-27.0	-1.8%



Répartition des indemnités par politique publique (en mios F)

Politique publique	COMPTE 2005	BUDGET 2006	COMPTE 2006
	1'672.3	1'686.8	1'678.0
Genève internationale	0.2	0.2	0.2
Exécution des peines	0.9	0.9	0.9
Education spécialisée	48.2	45.5	45.5
Secondaire post-obligatoire	0.4	0.4	0.4
Université et instituts universitaires	286.7	283.1	283.1
HES	71.0	75.6	75.6
Enseignement musical	27.0	27.7	27.7
Orientation et formation continue des adultes	2.3	2.6	2.1
Réseau de soins	867.6	846.6	846.6
Handicap	57.9	59.6	59.6
Personnes âgées	89.2	84.7	82.1
Animation, protection et santé de la jeunesse	31.6	31.9	31.9
Logement	4.5	5.0	5.4
Intégration sociale	50.9	77.7	77.7
Transports publics	131.7	134.7	132.0
Agriculture et viticulture	0.3	-	-
Promotion économique et tourisme	1.9	10.6	7.2



Cependant, quelques préoccupations...

Répartition des allocations à des personnes physiques (en mios F)

Politique publique	COMPTE 2005	BUDGET 2006	COMPTE 2006
	911.6	950.0	968.1
Culture	0.4	0.5	0.5
Réseau de soins	3.0	4.0	4.4
Personnes âgées	391.7	415.9	428.7
Animation, protection et santé de la jeunesse	1.2	1.3	1.2
Intégration sociale	515.2	528.3	533.3



Ancienne méthode (avant 2003) : 2 facteurs déterminants pour le calcul de la provision

- ➤Taux de provisionnement 30% 35% du stock des débiteurs ordinaires
- ➤ Tous les cas du contrôle notifiés et provision individuelle pour cas spécifiques

Méthode intermédiaire (2003 – 2005) : 1 facteur déterminant pour le calcul de la provision

- ➤ Risque calculé statistiquement sur le montant de la production totale (loi de mortalité)
- >Abandon de la notion de risques spécifiques du contrôle
- > Cas spécifiques du contrôle plus comptabilisés



Eléments de réflexion pour l'AFC

Accélération des procédures de recouvrement depuis 2005 et des cas à passer en irrécouvrables

1er facteur d'amélioration de la qualité des débiteurs au bilan de l'Etat

Réduction des risques résiduels liés aux "anciens cas spécifiques du contrôle" dont les irrécouvrables constatés ne doivent plus être provisionnés à l'identique

2ème facteur d'amélioration de la qualité des débiteurs au bilan de l'Etat



Décision de changer le modèle de provisionnement

Le nouveau modèle se veut plus explicite et est fondé sur trois facteurs spécifiques :

- Prise en compte des débiteurs effectifs au bouclement (risque sur créances notifiées)
- Provision individuelle pour les cas spécifiques et comptabilisés du contrôle
- Prise en compte du risque sur les créances échues mais non notifiées (recettes estimées)



Position au bilan:

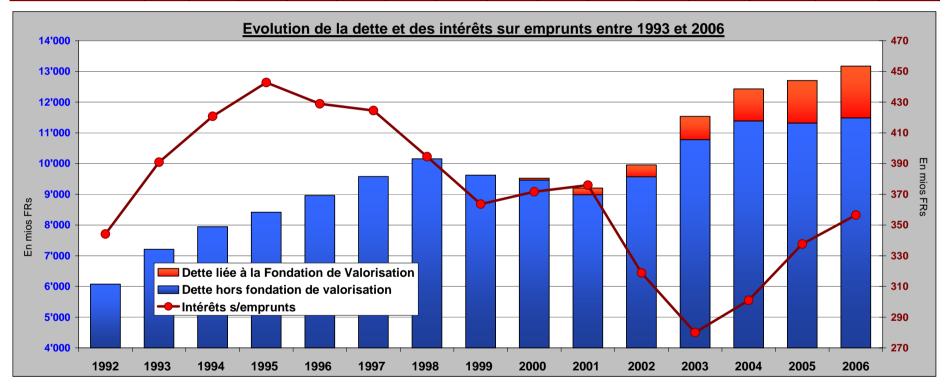
31.12.2005 434 millions

31.12.2006 427 millions



Evolution de la dette et des intérêts sur emprunts entre 1992 et 2006

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Dette	6'076	7'210	7'945	8'416	8'961	9'578	10'153	9'625	9'524	9'204	9'957	11'536	12'432	12'705	13'171
Intérêts s/emprunts	344	391	421	443	429	425	395	364	372	376	319	280	301	338	357





Premier impact de la RPT

Opération transitoires : RPT provision pour transitoires Al 21.2 millions de F



Les investissements



COMPTES 2006

Dépenses d'investissements (hors imputations internes)

	Budget 2006	Comptes 2006	Ecart compte / budget	Ecart %
Loi budgétaire annuelle (LBA)	261'230'410	254'498'929.74	-6'731'480	-2.6%
Train annuel des lois (TA)	6'340'914	6'979'777.01	638'863	10.1%
Grands Travaux (GT)	349'092'949	190'675'961.81	-158'416'987	-45.4%
Réduction globale des investissements	-149'000'000		149'000'000	-
Autres dépenses portées à l'actif	2'600'000	1'690'171.70	-909'828	-35.0%
Total dépenses d'investissements (hors i.i.)	470'264'273	453'844'840.26	-16'419'433	-3.5%



COMPTES 2006

Recettes d'investissements (hors imputations internes)

	Budget 2006	Comptes 2006	Ecart compte / budget	Ecart %
Loi budgétaire annuelle (LBA)	4'905'041	4'965'943.60	60'903	1.2%
Train annuel des lois (TA)	15'376'266	795'223.80	-14'581'042	-94.8%
Grands Travaux (GT)	2'587'473	15'476'611.25	12'889'138	498.1%
Autres recettes (FAE, transfert Halle 7)	12'000'000	29'029'341.00	17'029'341	141.9%
Reprise des amortissements	4'062'500	4'062'500.00	-	0.0%
Total recettes d'investissements (hors i.i.)	38'931'280	54'329'619.65	15'398'340	39.6%



COMPTES 2006

Investissements NETS et NETS-NETS

	Budget 2006	Comptes 2006	Ecart compte / budget	Ecart %
Total dépenses d'investissements (hors i.i.)	470'264'273	453'844'840.26	-16'419'433	-3.5%
Total recettes d'investissements (hors i.i.)	38'931'280	54'329'619.65	15'398'340	39.6%
INVESTISSEMENTS NETS	431'332'993	399'515'220.61	-31'817'772	-7.4%
Investissements nets autofinancés (DT)	-45'600'000	-17'996'501.16	27'603'499	-60.5%
Investissements nets non-amortis	-43'895'635	-54'036'611.08	-10'140'976	23.1%
INVESTISSEMENTS NETS-NETS TOTAL	341'837'358	327'482'108.37	-14'355'250	-4.2%



Principaux chantiers générateurs de dépenses en 2006

Grands travaux	Comptes 2006
Construction CO Seymaz	21'251'528.22
Construction CO Cayla	14'184'202.18
Terrain CO Drize	11'073'837.70
Construction PO Aimé Stitelmann	16'777'288.20
Renouvellement équip. médicaux et informatiques HUG	15'000'000.00
CEVA	12'285'868.25
Construction EMS	13'759'300.00
Step du Bois-de-Bay	8'833'451.76
Construction 3ème étape maternité	6'622'356.30



Principaux chantiers générateurs de dépenses en 2006

Loi budgétaire annuelle	Comptes 2006
Construction des lignes de trams	43'667'968.57
Maintenance des bâtiments	38'695'100.75
Dotation Palexpo Halle 7	33'837'837.00
FAE - Fondation d'aide aux entreprises	20'000'000.00
CTI - Renouvellement de matériels informatiques	17'754'554.53
Dotations aux fondations immobilières de droit public	14'490'200.00
Renouvellement des équip. scientifiques universitaires	9'707'588.80
CTI - Installations réseaux	8'914'488.57
Subvention aux HUG	8'442'887.00



Principaux crédits d'investissements votés en 2006

Loi	Montant	Objet
8795	8'981'696F	Réalisation de la passerelle des Sports
9522	23'878'000F	Travaux de renaturation de l'Aire
9582	122'350'000F	Construction de la STEP de Bois-de-Bay
9708	71'650'000F	Construction d'un bâtiment scolaire PO à Plan-les-Ouates
9860	9'184'088F	Rénovation des bâtiments de Genève-Plage
9864	18'423'000F	Construction d'une structure de détention à Puplinge
9897	65'196'000F	Construction du CO de Drize à Carouge
9919	11'821'000F	Construction de 3 pavillons scolaires provisoires
		(Rousseau, Jean-Piaget et Emilie-Gourd)



Principaux projets lancés en 2006

Réalisation de la passerelle des Sports

Travaux de renaturation de l'Aire

Construction de la STEP de Bois-de-Bay

Construction du CO de Drize à Carouge

Construction d'un bâtiment scolaire PO à Plan-les-Ouates

Construction de 3 pavillons scolaires provisoires

(Rousseau, Jean-Piaget et Emilie-Gourd)

Construction d'une structure de détention à Puplinge

Construction et mise aux normes d'EMS

Etude pour la construction du nouveau bâtiment des lits de l'Hôpital cantonal

Mise en place de la caisse centralisée - projet informatique



Principaux projets terminés en 2006

- > SCARPA : refonte de l'application informatique
- > OCPA : refonte de l'application informatique
- > Tuteur général : logiciel Progres



Nouvelle gestion des investissements

Adoption d'un nouveau règlement qui distingue deux catégories d'investissements distinctes:

- Investissements nouveaux = ex Grands Travaux (GT)
 - Acquisition de nouveaux actifs, réalisation de nouveaux projets
 - crédit d'ouvrage pour la durée du projet
- 2. Investissements liés = ex Loi Budgétaire Annuelle (LBA)
 - Remplacement d'un ancien actif par un autre dont les fonctionnalités et la nature sont similaires ou acquisition résultant d'une modification légale ou d'une décision judiciaire
 - crédit de programme pour une durée de 4 ans (maximum)

Tous les investissements feront désormais l'objet d'un projet de loi sous forme de crédit d'ouvrage ou de crédit de programme



Nouvelle gestion des investissements

Priorités

Pour les nouveaux projets, les priorités seront fixées en fonction de plusieurs critères objectifs permettant d'évaluer leur opportunité

Enveloppes

Des enveloppes thématiques seront allouées aux futurs investissements en fonction des priorités politiques

Planification

Un système de planification glissante permettant de gérer de manière proactive les investissements sera mis au point afin de disposer d'une vision à:

> Court terme : planification annuelle

Moyen terme: planification quadriennale

➤ Long terme: planification décennale



Gestion de l'Etat en 2006:

Dans la foulée du discours de Saint-Pierre



Trois priorités gouvernementales

> Le redressement des finances

> La lutte contre le chômage

> Une nouvelle politique du logement



Amélioration du fonctionnement de l'Etat

> Rationalisation et gains d'efficience:

Deux plans de mesures représentant plus de 200 millions d'ici à fin 2009.

Premiers impacts du plan P1 : 20 millions en 2006.

> Contrôle interne et gestion des risques:

Mise en place d'un système coordonné et d'un manuel de contrôle interne.

Premières identifications et cartographie des risques.



Amélioration du fonctionnement de l'Etat

- Gestion des indemnités et aides financières:
 Mise en œuvre de la LIAF et des contrats de prestations.
- Contrôle démocratique sur les investissements: Les investissements de renouvellement seront soumis au contrôle parlementaire.
- Clarification des rôles et responsabilités: Transferts d'actifs aux entreprises publiques (AIG, TPG, SIG).



Gestion des ressources humaines

- Un plan d'action Modernisation des rémunérations et de l'évaluation des fonctions.
- La restauration du dialogue avec les partenaires
 Deux accords signés avec les organisations du personnel.
- > Etablissement d'un dialogue régulier avec les cadres de l'Etat
- Adaptation du cadre légal (LPAC)
 Nouvelles modalités de résiliation et délégation de compétences.
- Mise en œuvre de la première étape de SIRH Nouveau système informatique des paies.



Lutte contre le chômage et création d'emplois

- > Révision de la loi cantonale sur le chômage Objectif: réduire de 25% la durée du chômage.
- Programmes d'emploi et de formation.
- Réorganisation de l'Office cantonal de l'emploi.
- Emplois de solidarité sur la marché secondaire



Avancée majeure dans le domaine du logement

- > Accord pour la construction de logements Objectifs:
- Constitution d'un parc de logements d'utilité publique (15% du parc locatif).
- > Assouplissement des contraintes en zone de développement.
- Développement de la propriété individuelle et des coopératives.
- Maintien des aides personnalisées.



Collaboration régionale et transfrontalière

- Projet d'agglomération franco-valdo-genevois Rattachement au CRFG afin de favoriser une approche globale.
- Engagements pour l'organisation intégrée du territoire
 Plan directeur de l'habitat transfrontalier, des espaces naturels et agricoles à préserver, facilitation des entreprises franco-suisses.
- Incitation au transfert modal transfrontalier Signature d'une convention régionale Unireso.
- Inauguration de la première étape du projet CEVA Respect du planning et de l'enveloppe financière prévue.



Et encore...

- Economie Fusion SAP et l'OCIC.
- Santé
 Mise en route du plan "Victoria" aux HUG.
- Enseignement
 "Réseau d'enseignement prioritaire" à l'école primaire.
- Sécurité Lutte contre les violences domestiques.

